



**N° Consultation : SSCX2966**

---

**ETABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG**

20 avenue du Stade de France – 93218 LA PLAINE SAINT DENIS

**CENTRE DE TRANSFUSION SANGUINE DES ARMEES**

# **Fourniture de séparateurs d'aphérèse pour la production de plasma pour fractionnement, de DMU et prestations associés**

Procédure avec négociation

Articles L.2124-3 et R.2124-3 du code de la commande publique

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)**

---

## SOMMAIRE

<b>1. DEFINITIONS</b>	<b>5</b>
<b>2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE</b>	<b>5</b>
2.1. Objet de l'accord-cadre	5
2.2. Bénéficiaires	6
<b>3. DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>6</b>
3.1. Cadre juridique	6
3.2. Dispositions générales	6
3.3. Description des prestations	6
3.4. Estimation de l'accord-cadre	7
3.5. Marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour l'acquisition de fournitures complémentaires	7
<b>4. DUREE DE L'ACCORD-CADRE</b>	<b>7</b>
<b>5. UTILISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE / FORME DES NOTIFICATIONS</b>	<b>7</b>
5.1. Obligations du Titulaire en matière d'interprétariat	7
5.2. Défaut de recours à un interprète	8
<b>6. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC</b>	<b>8</b>
<b>7. FORME DE L'ACCORD-CADRE</b>	<b>8</b>
<b>8. CONCLUSION ET VALIDITE DES MARCHES SUBSEQUENTS</b>	<b>9</b>
<b>9. EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE</b>	<b>9</b>
9.1. Obligations issues de l'instrument relatif aux marchés publics européens dans le secteur des dispositifs médicaux	9
9.1.1. Exigences relatives à la sous-traitance et sous-contractance	9
9.1.2. Exigences relatives à la provenance des fournitures	11
9.1.3. Evolution de la réglementation en cours d'exécution	11
9.2. Obligations environnementales/Performance énergétique	11
9.3. Emission des bons de commande	11
9.3.1. Conditions d'émission des bons de commande	11
9.3.2. Contenu des bons de commande	12
9.4. Délais d'exécution	12
<b>10. LIVRAISON ET TRANSPORT</b>	<b>13</b>
10.1. Livraisons	13
10.2. Transport	13
10.3. Les bordereaux de livraison	13
10.4. Les certificats de contrôle	14
<b>11. VERIFICATIONS ET ADMISSION</b>	<b>14</b>
11.1. Vérifications à la livraison sur la base du bordereau de transport	14
11.2. Vérifications quantitatives et qualitatives	14
11.3. Décisions après vérifications	15
<b>12. PROPRIETE INTELLECTUELLE – UTILISATION DES RESULTATS</b>	<b>15</b>
12.1. Savoir-faire et méthodologie	15
12.2. Matériels	15

<b>12.3. Connaissances antérieures, logiciels intégrés et documentation</b>	<b>15</b>
<b>12.4. Développements spécifiques, livrables, tableaux de bord et supports de formation</b>	<b>16</b>
12.4.1. Identification des résultats	16
12.4.2. Utilisation des résultats par l'EFS	16
<b>12.5. Droit du Titulaire</b>	<b>17</b>
<b>13. OBLIGATIONS DES PARTIES</b>	<b>18</b>
<b>13.1. Obligations du Titulaire</b>	<b>18</b>
13.1.1. Obligations de bonne exécution	18
13.1.2. Obligation de conseil	18
13.1.3. Garantie de bon fonctionnement	19
<b>13.2. Obligations du pouvoir adjudicateur</b>	<b>19</b>
<b>14. SUIVI D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC</b>	<b>19</b>
<b>14.1. Réunions de suivi</b>	<b>19</b>
<b>14.2. Relations entre les parties</b>	<b>20</b>
<b>14.3. Confidentialité</b>	<b>20</b>
14.3.1. Obligations du Titulaire	20
14.3.2. Dispositions en cas de non-respect des obligations	21
<b>15. PENALITES</b>	<b>21</b>
15.1.1. Pénalités liées aux engagements de qualité de service	21
15.1.2. Pénalités pour mauvaise exécution	22
15.1.3. Pénalités associées à la protection des données	23
15.1.4. Pénalité en cas de non-respect des obligations issues de l'instrument relatif aux marchés publics dans le secteur des dispositifs médicaux	23
15.1.5. Pénalité pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d'interprétariat	23
15.1.6. Cumul des pénalités et des autres sanctions	24
<b>16. MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC</b>	<b>24</b>
<b>16.1. Modifications relatives au Titulaire</b>	<b>24</b>
16.1.1. Changement sans création d'une nouvelle personne morale	24
16.1.2. Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale	24
<b>16.2. Clause de réexamen</b>	<b>25</b>
16.2.1. Montant maximum	25
16.2.2. Changement de la composition du groupement d'entreprises.	25
<b>16.3. Suspension du marché en cas de circonstances imprévisibles</b>	<b>25</b>
<b>16.4. Evolutions technologiques</b>	<b>25</b>
<b>17. DEFAILLANCE DU TITULAIRE</b>	<b>26</b>
<b>18. PRIX</b>	<b>26</b>
<b>18.1. Contenu des prix</b>	<b>26</b>
<b>18.2. Forme et évolution des prix</b>	<b>27</b>
<b>18.3. Marchés subséquents : Mise en œuvre d'une fonctionnalité supplémentaire</b>	<b>27</b>
<b>19. CONDITIONS DE PAIEMENT</b>	<b>27</b>
<b>19.1. Avance</b>	<b>27</b>
<b>19.2. Modalités de facturation et de règlement</b>	<b>28</b>
19.2.1. Facturation	28
19.2.2. Dématérialisation des factures	28
19.2.3. Délai de paiement	28
19.2.4. Suspension du délai global de paiement	29
19.2.5. Intérêts moratoires	29
19.2.6. Nantissement et cession de créance	30
<b>20. RESPONSABILITE - ASSURANCES</b>	<b>30</b>

21. OBLIGATION DE DECLARATION RELATIVE A L'ORIGINE DES PRODUITS	30
22. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE (ARTICLE L.2195-1 ET SUIVANTS DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)	30
22.1. Résiliation pour motif d'intérêt général	31
22.2. Résiliation aux torts du Titulaire	31
22.3. Résiliation pour événements liés au marché	31
22.4. Exécution aux frais et risques	31
23. LITIGES	32
24. OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DE SA SITUATION FISCALE ET SOCIALE	32

## 1. DEFINITIONS

**AE** : Acte d'engagement ATTRI1

**CCAG TIC** : Cahier des clauses administratives générales des marchés publics de techniques de l'information et de la communication

**CCAP** : Cahier des clauses administratives particulières

**CCTP** : Cahier des clauses techniques particulières

**Connaissances antérieures** : Définies par l'article 34.2 du CCAG/FCS

**Connaissances antérieures standards** : Les connaissances antérieures standards désignent les connaissances antérieures conçues pour être fournies à plusieurs clients en vue de l'exécution d'une même fonction, tels que les logiciels standards et les autres contenus proposés sous licence standard.

**CTSA** : Centre de Transfusion Sanguine des Armées, organisme du Service de Santé des Armées, au sein du Ministère de la Défense, placé sous l'autorité hiérarchique du Directeur central de ce Service

**EFS** : Etablissement Français du Sang, établissement public de l'Etat placé sous la tutelle du Ministre chargé de la santé. Outre un siège social, l'EFS est constitué de treize Etablissements de transfusion sanguine (ETS) dont dix en métropole et trois dans les départements d'outre-mer.

**ETS** : Etablissement de Transfusion Sanguine, établissement local de l'EFS ne disposant pas de la personnalité juridique et dont les besoins sont coordonnés par le Siège de l'EFS.

**Equipements** : Les séparateurs d'aphérèse objets du présent accord-cadre et définis dans le CCTP.

**Fournitures** : Séparateurs d'aphérèse, fournitures complémentaires, DMU et documentation associée

**Pouvoir(s) adjudicateur(s)** :

- L'Etablissement Français du Sang (EFS) ;
- Le Ministère de la Défense, Direction centrale du Service de Santé des Armées pour le compte du Centre de Transfusion Sanguine des Armées (CTSA).

**Services** : les unités d'œuvre susceptibles d'être commandées dans le cadre du présent marché.

**Unité d'œuvre** : Une unité d'œuvre est entendue comme un processus standardisé concourant à la réalisation d'un service formaté. Le Titulaire est lié par un engagement de résultat, quels que soient les moyens qu'il aura réellement employés au cours de son processus.

**Titulaire** : Le soumissionnaire auquel le pouvoir adjudicateur notifie l'accord-cadre.

## 2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

### 2.1. Objet de l'accord-cadre

Le présent accord cadre a pour objet de définir les termes et les conditions, dans le cadre de bons de commande et de marchés subséquents conclus sur son fondement, de la fourniture de séparateurs d'aphérèse pour le prélèvement de plasma **pour fractionnement** par l'EFS et le CTSA.

Les prestations comprennent la fourniture de séparateurs d'aphérèse, des dispositifs médicaux à usage unique (DMU) associés aux séparateurs d'aphérèse, des fournitures complémentaires ainsi que les prestations de service connexes.

Les prestations de services connexes comprennent notamment des prestations de formation, de maintenance, de support et d'assistance technique, la réalisation d'évolutions, de transport et déménagement.

Les équipements et DMU sont livrés en fonction des besoins, sur l'ensemble des sites de prélèvement actuels et à venir des bénéficiaires de l'accord-cadre, sis en métropole.

L'ensemble des prestations à réaliser et des livrables attendus est décrit au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

## **2.2. Bénéficiaires**

En vertu des dispositions de l'article L.2113-6 du code de la commande publique, l'EFS et le CTSA ont constitué un groupement de commandes dont l'EFS est coordonnateur.

Au terme de la procédure, l'accord-cadre est conclu et notifié par l'EFS. Il constitue un accord-cadre unique dont sont bénéficiaires :

- D'une part, l'EFS et les Etablissements de transfusion sanguine situés en métropole ;
- D'autre part, le Centre de transfusion sanguine des armées (CTSA).

Les ETS des DROM sont exclus du périmètre du présent accord-cadre.

Chaque bénéficiaire de l'accord-cadre peut émettre des bons de commande sur son fondement, s'assure de leur bonne exécution et effectue les paiements correspondants.

## **3. DISPOSITIONS GENERALES**

### **3.1. Cadre juridique**

Le présent accord-cadre est soumis aux dispositions du code de la commande publique, notamment à ses articles L.2124-2, R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-11 ainsi qu'à la section 1 du chapitre II du titre VI, relative aux accords-cadres.

En vertu de ces dispositions, un marché subséquent type est associé au présent accord-cadre. Les marchés subséquents conclus en cours d'exécution de l'accord-cadre sont conformes au marché subséquent type associé au présent accord-cadre et présenté en article 8 ci-après.

Le présent accord-cadre et ses marchés subséquents sont régis par le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de fourniture et de services (arrêté du 30 mars 2021).

### **3.2. Dispositions générales**

Le représentant du pouvoir adjudicateur est Monsieur le Président de l'EFS ou son représentant en vertu des délégations en vigueur.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 à R.2191-62 du code de la commande publique est Monsieur le Président de l'EFS ou son représentant en vertu des délégations en vigueur.

#### **Comptables assignataires :**

- l'Agent comptable principal pour les commandes passées par le siège et les Agents Comptables secondaires pour les commandes passées par les Etablissements locaux ;
- l'Agent Comptable des Services Industriels de l'Armement/Département Comptable Ministériel (ACSIA/DCM).

Les comptables assignataires sont responsables de tous les règlements de sommes dues au titre de l'accord-cadre. Toutes les oppositions éventuelles doivent leur être adressées.

### **3.3. Description des prestations**

Le CCTP n°SCCX2966 décrit les prestations à réaliser et les livrables attendus.

Le présent accord-cadre est un accord-cadre à bons de commande, définis à l'article 9.3 ci-dessous. Des marchés subséquents, conformes au marché subséquent type associé à l'accord-cadre, peuvent par ailleurs être conclus sur le fondement de l'accord-cadre.

Par ailleurs, les équipements et DMU associés permettent de produire des PSL conformes aux exigences de qualité définies dans la décision fixant la liste des caractéristiques des PSL du 26 août 2025.

En cas d'évolution de cette décision en cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à maintenir la conformité de ses équipements, fournitures complémentaires et DMU associés.

Le titulaire s'engage enfin à livrer des équipements et DMU conformes aux normes précisées dans les articles 3.1 et suivants du CCTP.

### **3.4. Estimation de l'accord-cadre**

Les prestations objets du présent accord-cadre sont estimées à 35 482 605 € hors taxes. Ce montant a valeur indicative et n'engage pas le pouvoir adjudicateur.

### **3.5. Marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour l'acquisition de fournitures complémentaires**

Le marché public pourra faire l'objet d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables pour l'acquisition de fourniture complémentaires en application et dans les conditions de l'article R.2122-4 du code de la commande publique.

## **4. DUREE DE L'ACCORD-CADRE**

Le présent accord-cadre prend effet à compter de sa date de notification pour une durée maximale de 48 mois.

[Le nombre et la durée des reconductions pourront faire l'objet de négociations.](#)

En ce cas, la reconduction est tacite et ne peut être refusée par le titulaire.

Le pouvoir adjudicateur peut prendre une décision unilatérale de non-reconduction de l'accord-cadre au moins trois mois avant la date d'échéance de la période d'exécution en cours.

Les différents délais d'exécution de chaque prestation sont précisés dans le CCTP ou dans le bon de commande. Il s'agit de délais maximaux.

## **5. UTILISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE / FORME DES NOTIFICATIONS**

Les correspondances, réunions et discussions relatives à l'exécution du présent accord-cadre se déroulent en français. Tous les livrables attendus doivent être rédigés en langue française.

La notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai, est faite par tout moyen permettant d'attester une date certaine et précisé dans le Plan d'assurance qualité.

En cas de groupement, la notification est faite au mandataire pour l'ensemble du groupement.

### **5.1. Obligations du Titulaire en matière d'interprétariat**

En application des dispositions de l'article R.4511-5 du code du travail, faute de maîtrise suffisante de la langue française permettant d'une part la compréhension des informations relatives aux mesures de prévention et de sécurité, et d'autre part la bonne exécution des prestations attendues par le personnel

affecté à l'exécution du marché public, le Titulaire pourra être tenu, suite à l'information préalable du pouvoir adjudicateur, de veiller à l'intervention d'un interprète qualifié dans les langues concernées.

La prise en charge des frais d'interprétariat se fera aux seuls frais du Titulaire.

## **5.2. Défaut de recours à un interprète**

En cas de carence constatée ou du défaut de preuve de la qualification d'un interprète, le pouvoir adjudicateur désigne un ou des interprètes de son choix. Les frais consécutifs seront comptabilisés comme pénalités au titre de l'article afférent au présent CCAP. De plus, après mise en demeure restée sans effet, la résiliation du marché pourrait être prononcée aux frais et risques du Titulaire.

## **6. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC**

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, classées par ordre d'importance décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le bordereau de prix unitaires et ses trois (3) annexes :
  - o Annexe 1 : BPU Pièces détachées
  - o Annexe 2 : Engagement sur délais
  - o Annexe 3 : Gestion de Crise
- Le présent CCAP ;
- Le CCTP et ses deux (2) annexes :
  - o Annexe 1 : Sécurité du système d'information
  - o Annexe 2 : Le contrat qualité
- Le marché subséquent type relatif aux évolutions des équipements ;
- La Proposition technique du Titulaire composée du cadre de réponse technique et du mémoire éventuellement déposé ;
- Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics fournitures et de services (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021).

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG/FCS, le présent CCAP ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG.

En cas de contradiction ou de divergence entre plusieurs documents contractuels, ils prévalent dans l'ordre dans lequel ils sont énumérés ci-dessus.

Aucune réserve qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre puis durant l'exécution de l'accord-cadre, ne sera admise. Le titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les documents contractuels de l'accord-cadre.

Toute clause qui serait portée dans une documentation quelconque du titulaire et contraire aux stipulations contractuelles du présent accord-cadre, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

## **7. FORME DE L'ACCORD-CADRE**

L'accord-cadre est un accord-cadre mono-attributaire conformément aux dispositions des articles L. 2125-1 du code de la commande publique.

Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande et de marchés subséquents conformément aux dispositions de l'article R. 2162-2 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est conclu avec un maximum de **45 000 000 euros HT soit 54 000 000 € TTC**.



Le présent accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande et de marchés subséquents.

- **Partie à bons de commandes** : Les bons de commandes incluent :
  - La commande des équipements et DMU ;
  - La commande de fournitures complémentaires ;
  - Les prestations de maintenance ;
  - Les fonctionnalités complémentaires visées par les articles 5.2 et 5.4 du CCTP (si présentes nativement dans les équipements) ;
  - Les prestations associées telles que définies en article 6 du CCTP.
- **Les marchés subséquents** : Les prestations objet des marchés subséquents sont obligatoires.

Le marché subséquent type précise les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations demandées qui n'ont pas été fixées dans l'accord-cadre.

La conclusion d'un marché subséquent ne peut pas entraîner des modifications substantielles des termes ou du périmètre de l'accord-cadre.

Les marchés subséquents concernent exclusivement les prestations d'évolution des fonctionnalités complémentaires des équipements, **à la demande de l'EFS**.

Ces fonctionnalités sont susceptibles de concerner les évolutions prévues aux articles 5.2 et 5.4 du CCTP (non encore présentes nativement dans les équipements). Cette liste n'est pas exhaustive.

## **8. CONCLUSION ET VALIDITE DES MARCHES SUBSEQUENTS**

Un marché subséquent type au présent accord-cadre ; il s'applique à chaque marché subséquent conforme conclu avec le titulaire.

**L'EFS siège est seule compétente pour conclure les marchés subséquents.**

Les marchés subséquents conformes sont conclus en fonction de la survenance des besoins du pouvoir adjudicateur, pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre.

Plusieurs marchés subséquents conformes au marché subséquent type peuvent être passés durant la période de validité de l'accord-cadre.

Chaque marché subséquent prend effet au jour de sa notification et demeure valable jusqu'à son expiration, sans que sa durée d'exécution ne puisse excéder la date d'expiration de l'accord-cadre.

## **9. EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE**

### **9.1. Obligations issues de l'instrument relatif aux marchés publics européens dans le secteur des dispositifs médicaux**

En application du règlement (UE) 2022/1031 IMPI et du règlement d'exécution (UE) 2025/1197, le titulaire du marché public s'engage à respecter les obligations ci-après.

#### **9.1.1. Exigences relatives à la sous-traitance et sous-contractance**

##### **9.1.1.1. Part de marché sous-traité/sous-contracté**

Le titulaire ne peut faire appel, dans le cadre de l'exécution du marché, pour plus de 50 % de sa valeur totale, à un tiers dont la nationalité serait celle de la République populaire de Chine (RPC), sous peine de se voir appliquer des pénalités prévues au présent marché.

Cette exigence doit être respectée pour tous les marchés subséquents et les bons de commande dont le montant estimé est égal ou supérieur à 143 000 euros HT.

Cette exigence s'applique que ce tiers soit :

- Un sous-traitant au sens de l'article L. 2193-2 du code de la commande publique ;
- Ou un sous-contractant.

Au sens du présent contrat, les sous-contractants sont les tiers avec lesquels le titulaire conclut, en vue de la réalisation d'une partie de l'accord-cadre :

- Soit un contrat pourvu des caractéristiques du contrat d'entreprise lorsque le marché public ou l'accord-cadre est lui-même dépourvu de ces caractéristiques ;
- Soit un contrat qui serait dépourvu des caractéristiques du contrat d'entreprise, y compris lorsque le marché public ou l'accord-cadre serait lui-même dépourvu de ces caractéristiques.

Un contrat dépourvu des caractéristiques d'un contrat d'entreprise est un contrat ayant pour objet la fourniture de produits ou la prestation de services qui ne sont pas réalisés spécialement pour répondre aux besoins de l'acheteur.

Cette obligation concerne uniquement les contrats conclus directement par le Titulaire avec un tiers et non tout au long de la chaîne de sous-traitance ou de sous-contrats. Toutefois, la sous-traitance ou la sous-contractance totale par un sous-traitant ou un sous-contractant de rang 1 du Titulaire est assimilée, au sens du présent article, à une sous-traitance ou sous-contractance directe par le Titulaire.

La nationalité du tiers auquel le Titulaire fait appel est déterminée selon les règles de l'article 3 du règlement IMPI précité.

Au sens du présent article, les opérateurs économiques dont la nationalité est celle de la Région administrative spéciale (RAS) de Hong-Kong ou des Territoires douaniers séparés de Taïwan, Penghu, Kinmen et Matsu ne sont pas considérés comme des opérateurs dont la nationalité est celle de la RPC, compte tenu du fait que la RAS et ces Territoires douaniers séparés sont parties à l'Accord sur les marchés publics conclu dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce.

#### 9.1.1.2. Déclarations relatives à la sous-traitance et sous-contractance

Le titulaire est tenu, pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, du marché subséquent ou du bon de commande :

a) De procéder à la déclaration de tous ses sous-traitants (sous-traitants de rang 1) au sens de l'article L. 2193-2 du code de la commande publique, conformément à ses articles L. 2193-4 à L. 2193-7, et d'en tenir un récapitulatif (« récapitulatif sous-traitants ») ;

b) De tenir à la disposition de l'acheteur un récapitulatif (« récapitulatif sous-contractants ») :

- De l'ensemble des sous-traitants intervenant dans la chaîne de sous-traitance autres que ceux mentionnés au a) ci-dessus ;
- De l'ensemble des sous-contractants auxquels le titulaire, ses sous-traitants, ses sous-contractants, leurs sous-traitants et leurs sous-contractants font appel pour fournir des dispositifs médicaux relevant des codes CPV 33100000-1 à 33199000-1.

Ces récapitulatifs « sous-traitants » et « sous-contractants », qui peuvent être présentés sous la forme d'un document unique, contiennent :

a) L'ensemble des informations nécessaires à la détermination de l'identité et de la nationalité des tiers qui sont intervenus dans le cadre de l'exécution du marché, de l'accord-cadre, du bon de commande ou du marché subséquent ainsi que la ventilation, par tiers, des prix et montants concernés ;

b) L'ensemble des informations nécessaires à la détermination de l'origine des fournitures, services ou travaux dont la livraison ou l'exécution a été confiée à ces tiers ainsi que la ventilation, par tiers, des prix et montants concernés.

Ces récapitulatifs sont accompagnés de toute preuve adéquate permettant de vérifier la véracité des informations qu'ils contiennent.

Le Titulaire fournit ces récapitulatifs et preuves au plus tard lors de la première demande de paiement. Dans l'hypothèse où une modification intervient dans la chaîne de sous-traitance ou de sous-contractance en cours d'exécution, le Titulaire en informe l'acheteur lors de la prochaine demande de paiement qu'il lui adresse. Lorsque l'acheteur constate que ces éléments ne lui ont pas été transmis dans les délais, il adresse une demande au titulaire qui dispose alors d'un délai de dix jours francs à compter de sa réception, pour les lui fournir.

Le Titulaire est tenu de fournir à l'acheteur les récapitulatifs et les preuves au plus tard, de manière concomitante à l'envoi de la dernière demande de paiement intervenant dans le cadre de l'exécution du marché public/du bon de commande ou du marché subséquent lorsque le bon de commande ou le marché subséquent en cause est soumis aux obligations.

### **9.1.2. Exigences relatives à la provenance des fournitures**

Le titulaire s'engage, pendant la durée de l'accord-cadre, à ne pas fournir des dispositifs médicaux relevant des codes CPV 33100000-1 à 33199000-1 originaires de la RPC pour une valeur cumulée qui, sur toute la durée du marché public, dépasserait plus de 50 % de la valeur totale de l'accord-cadre, que ces biens soient fournis directement ou indirectement par le titulaire, sous peine de se voir appliquer les pénalités prévues dans le présent marché.

Cette exigence doit être respectée pour tous les marchés subséquents et les bons de commande dont le montant estimé est égal ou supérieur à 143 000 euros HT.

L'origine des produits est déterminée selon les règles de l'article 3 du règlement IMPI précité.

### **9.1.3. Evolution de la réglementation en cours d'exécution**

Dans l'hypothèse où le règlement (UE) 2025/1197 serait, en cours d'exécution du présent accord-cadre, abrogé, suspendu ou modifié, les obligations incombant au Titulaire continueront à s'appliquer.

En revanche, l'abrogation ou la suspension de la disposition de ce règlement qui exclut les opérateurs dont la nationalité est celle de la République populaire de Chine de la possibilité d'accéder directement au présent marché ou accord-cadre ne fera plus obstacle à la cession du contrat à un tel opérateur.

## **9.2. Obligations environnementales/Performance énergétique**

Le Titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'EFS, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe.

Le Titulaire privilégie le transport groupé des Fournitures objets de l'accord-cadre afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison.

Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

## **9.3. Emission des bons de commande**

### **9.3.1. Conditions d'émission des bons de commande**

Les bénéficiaires de l'accord-cadre peuvent émettre des commandes au fur et à mesure de leurs besoins, à compter de la notification de l'accord-cadre et jusqu'à son expiration.

Les bons de commande sont notifiés au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à leur réception.

Aucune prestation ne pourra ouvrir droit à paiement si elle n'a pas été précédée de l'émission d'un bon de commande correspondant.

Les bons de commande notifiés pendant la période de validité de l'accord-cadre sont exécutés jusqu'à leur terme et au plus tard trois mois après sa date d'expiration.

L'effet de l'accord-cadre est maintenu jusqu'au terme du dernier bon de commande restant à exécuter.

Les commandes émises par le pouvoir adjudicateur sont exécutées dans les délais auxquels le titulaire s'est engagé dans son offre, dans le respect du CCTP.

### 9.3.2. Contenu des bons de commande

Les bons de commande sont émis par tout organisme bénéficiaire, siège, ETS ou CTSA. Ils indiquent, notamment :

- Le numéro d'enregistrement du présent accord-cadre ;
- La durée de validité du bon de commande ;
- La nature, les références et les quantités concernées ;
- Le prix unitaire contractuel HT ;
- Le montant total HT du bon de commande ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le lieu de livraison et la date d'exécution souhaitée ;
- Eventuellement, les conditions particulières d'exécution des services.

Les bons de commande sont impératifs. Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier dans les conditions de l'article 3.7 du CCAG/FCS au service des achats.

### 9.4. Délais d'exécution

Le Titulaire s'engage à réaliser les prestations objet de l'accord-cadre dans les délais impératifs définis par les clauses techniques de l'accord-cadre ou dans le bon de commande.

Les jours ouvrés sont définis comme les jours effectivement travaillés, à l'exception des jours fériés, chômés.

Les délais définis ci-dessus comprennent les périodes de congés annuels.

Le pouvoir adjudicateur peut accorder au titulaire une prolongation des délais d'exécution lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution de la prestation dans les délais contractuels.

Une prolongation des délais ne pourra en aucun cas entraîner une augmentation du prix de la fourniture ou de la prestation.

Le pouvoir adjudicateur notifie par écrit au titulaire sa décision dans le délai maximum de cinq (5) jours ouvrés à compter de la réception de la demande.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai du marché ou de la phase concernée, éventuellement prolongé.

## **10. LIVRAISON ET TRANSPORT**

### **10.1. Livraisons**

Les livrables, leur forme et leur contenu sont précisés dans le CCTP. Toutes les fournitures sont livrées avec la documentation associée telle que décrite dans le CCTP.

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que les Fournitures commandées doivent être livrées sur des sites métropolitains ainsi que dans les départements d'outre-mer (Guadeloupe-Guyane, Martinique et Réunion). Le Titulaire fait son affaire du choix d'un transitaire.

Le Titulaire réalise l'installation et la mise en service des équipements dans les conditions des articles 7 et 8 du CCTP.

Lors de l'élaboration des livrables documentaires, le Titulaire s'assure de leur cohérence avec l'ensemble du périmètre déjà établi et des documents communiqués par l'EFS, les uns étant fortement dépendants des autres.

Le Titulaire soulève, si nécessaire, des points d'arbitrages et les soumet au pilote de la prestation.

Tous les livrables doivent être livrés à l'en-tête de la société titulaire.

### **10.2. Transport**

Le transport des Fournitures jusqu'aux lieux de leur livraison et les opérations de déchargement s'effectuent aux frais et risques du Titulaire. Les modalités de transport sont précisées dans l'offre du Titulaire.

La traçabilité de la chaîne de transport est de la responsabilité du Titulaire jusqu'au point de livraison du Titulaire.

Dans l'hypothèse où le Titulaire n'assure pas directement la livraison des Fournitures, il apporte la preuve qu'une police d'assurance garantissant la responsabilité civile du transporteur est applicable aux activités qui lui sont confiées.

Sans préjudice des dispositions figurant à l'article 11 du présent CCAP, l'EFS se réserve le droit de refuser toute livraison pour laquelle les modalités de transport et de livraison décrites dans l'offre du Titulaire ne seraient pas respectées.

### **10.3. Les bordereaux de livraison**

Les Fournitures livrées doivent être accompagnées d'un bordereau de livraison dont un double, directement accessible par l'agent de l'Etablissement réceptionnaire sans ouverture des colis, est conservé par le pouvoir adjudicateur.

Chaque bordereau de livraison comporte a minima les mentions suivantes :

- Le nom de l'Etablissement destinataire ;
- L'identification du Titulaire ;
- Le numéro du marché public, le numéro et la date du bon de commande auquel correspond la livraison ;
- L'identification et les références des Fournitures objets de la livraison ;
- Les quantités livrées ;
- Le numéro de lot de production des Fournitures livrées ;
- Le nombre de colis et le poids total de la livraison ;
- La date d'expédition des colis ;

- Les conditions de transport et de conservation ;
- Eventuellement en cas de livraison incomplète, les quantités restantes à livrer et leurs délais.

Les parties conservent chacune un exemplaire du bordereau de livraison.

Les conditions de conservation spécifiques qui garantissent une non-altération des Fournitures (température, humidité) figurent à l'extérieur des boîtes ainsi que sur les notices fournies.

Les colis volumineux sont livrés sur palettes filmées. Toute palette utilisée aux fins de livraison est conforme aux normes européennes afférentes. Le Titulaire assure la reprise des palettes, si elles sont consignées, selon les modalités définies dans sa proposition.

Le Titulaire est déclaré responsable des Fournitures jusqu'à leur livraison sur le site de l'Etablissement. Les avaries, accidents ou vols durant le transport sont déclarés être sous la responsabilité exclusive du Titulaire.

La livraison est réputée effectuée lorsque les Fournitures ont été déchargées aux lieux et selon les conditions indiquées sur le bon de commande correspondant.

#### **10.4. Les certificats de contrôle**

Le Titulaire s'engage à ne livrer que des Fournitures dûment contrôlées, validées et libérées par ses soins conformément aux contrôles qualité qu'il a décrit dans sa Proposition.

A chaque livraison, les résultats des contrôles effectués par le Titulaire sur les lots livrés sont adressés au responsable du site destinataire de la commande, simultanément lors de la livraison des Fournitures ou dans un délai maximal de quarante-huit (48) heures. A défaut, les résultats doivent être consultables sur le site internet du Titulaire.

### **11. VERIFICATIONS ET ADMISSION**

#### **11.1. Vérifications à la livraison sur la base du bordereau de transport**

Lors de la livraison des Fournitures, une vérification immédiate est effectuée. La livraison est constatée par l'apposition, sur le bordereau de livraison, du cachet de l'Etablissement concerné, de la date et de la signature du représentant du pouvoir adjudicateur.

Les réserves, les colis manquants, endommagés ou supplémentaires, sont inscrits sur le bordereau de transport. L'information est transmise au Titulaire, qui fait son affaire du traitement des réserves et du règlement de tout litige survenu au moment de la livraison.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser toute livraison pour laquelle les modalités de transport et de livraison ne seraient pas respectées.

#### **11.2. Vérifications quantitatives et qualitatives**

Le pouvoir adjudicateur procède aux vérifications qualitatives destinées à constater que les prestations réalisées sont conformes aux prescriptions et objectifs du référentiel de conformité.

Le référentiel de conformité est défini dans le CCTP. Il comprend notamment le CCTP, la Proposition technique du Titulaire, les fiches produits et l'ensemble de la documentation associée aux produits livrés.

Les vérifications se font par bons de commande.

Dans le cadre de ces opérations, le pouvoir adjudicateur vérifie que :

- l'ensemble des livrables correspondant au bon de commande considéré a bien été remis et mis en service;
- les opérations de qualification opérationnelle et de performance ont bien été réalisées ;



- les fournitures attendues sont conformes au référentiel de conformité et exempts de toute anomalie.

### **11.3. Décisions après vérifications**

Le pouvoir adjudicateur peut prendre une décision de réception, de réception avec réfaction, d'ajournement, de rejet.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG/FCS, les délais impartis au pouvoir adjudicateur pour réaliser les opérations de vérifications sont prévus dans le CCTP.

Toutes les décisions sont notifiées au Titulaire par tout moyen permettant de leur donner date certaine ou relèvent d'un procès-verbal signé par les parties.

L'absence de notification par le pouvoir adjudicateur de sa décision dans les délais prévus n'entraîne pas la réception implicite des prestations.

Le paiement de chaque bon de commande est conditionné par la décision de réception du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 30.4 du CCAG/FCS, la non-conformité documentée d'une Fourniture, découverte à l'occasion de son utilisation, et notamment consécutive à la baisse de ses performances, entraîne son rejet automatique après constat contradictoire des parties.

Par ailleurs, sur décision des autorités de tutelle compétentes ou en cas notamment de retrait d'un lot de production, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de rejeter les Fournitures issues de ce lot qui lui auraient été livrées antérieurement. Dans ce cas, le titulaire procède à l'enlèvement desdites Fournitures.

Les frais de manutention et de transport entraînés par l'ajournement ou le rejet des Fournitures ainsi que toute nouvelle livraison à la demande expresse du RPA, sont supportés par le Titulaire.

Le Titulaire s'engage sur un délai qui lui est nécessaire pour fournir de nouveaux lots de Fournitures, en cas de retrait d'un de ses lots de production.

## **12. PROPRIETE INTELLECTUELLE – UTILISATION DES RESULTATS**

### **12.1. Savoir-faire et méthodologie**

Le Titulaire doit être propriétaire ou disposer des droits d'utilisation concernant les savoir-faire et méthodologies qu'il met à la disposition du pouvoir adjudicateur pour l'exécution de l'accord-cadre.

Les coûts de cette mise à disposition sont inclus dans les prix de l'accord-cadre.

### **12.2. Matériels**

La réception des fournitures et des matériels concernant les séparateurs d'aphérèse entraîne leur transfert de propriété au pouvoir adjudicateur.

### **12.3. Connaissances antérieures, logiciels intégrés et documentation**

Le Titulaire liste dans son offre technique ses connaissances antérieures standards et non standards, incorporées aux résultats ou fournies pour répondre au besoin du marché. En particulier, les logiciels intégrés aux équipements sont clairement identifiés.

Le Titulaire déclare détenir, soit directement soit dans le cadre d'une licence, tous les droits de propriété intellectuelle de nature patrimoniale sur les outils logiciels intégrés dans les équipements et sur la documentation qui les accompagne.

La décision de réception entraîne la concession à titre non exclusif au profit du pouvoir adjudicateur, pour la France et pour la durée légale des droits d'auteur, du droit d'utiliser ou de faire utiliser au sens de l'article 122-6-1 (1°) du code de propriété intellectuelle, les outils logiciels intégrés aux équipements et la documentation qui les accompagne. Le droit d'usage s'étend aux mises à jour desdits logiciels et de leur documentation.

Cette concession de droits intervient sous condition résolutoire de la réception des prestations.

La concession concerne les droits d'utilisation des progiciels et logiciels intégrés, tels que précisés dans l'offre du titulaire et la fiche technique de l'équipement. Ce droit est limité à un simple droit d'usage.

Le pouvoir adjudicateur s'engage à utiliser les progiciels uniquement pour répondre aux besoins nés de l'utilisation des séparateurs d'aphérèse et conformément aux prescriptions du manuel utilisateur.

Par ailleurs, les données issues de l'utilisation des équipements, en particulier les données des procédures de prélèvement et les données de mesure de la performance, demeurent la propriété de l'EFS. Toutefois, le Titulaire a une obligation de traduction et d'interprétation desdites données pour que l'EFS puisse les utiliser selon les finalités pour lesquelles ces données sont collectées.

Le droit d'usage s'applique aux nouvelles versions des progiciels et logiciels mises en œuvre au cours de l'accord-cadre et leur documentation associée.

Le droit d'utiliser le progiciel reconnu au pouvoir adjudicateur expire à la fin de l'accord-cadre.

Le Titulaire ne peut réclamer aucune somme complémentaire à quelque titre que ce soit pour l'utilisation desdits logiciels intégrés.

## **12.4. Développements spécifiques, livrables, tableaux de bord et supports de formation**

Le prix de la cession des droits est compris de façon forfaitaire dans le montant des prestations. Le titulaire ne peut réclamer aucune somme complémentaire à quelque titre que ce soit.

Les résultats sont confidentiels, dans leur intégralité.

### **12.4.1. Identification des résultats**

Les résultats désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature, le support et le mode de transmission, qui sont réalisés dans le cadre des prestations de l'accord-cadre.

Par résultats, sont entendus notamment et de façon non limitative :

- l'ensemble des livrables documentaires attendus au titre du présent accord-cadre (tableaux de bord, comptes-rendus de réunion, rapports, notes, supports de formation) ;
- les tableaux de bord de suivi ;
- les développements spécifiques éventuellement réalisés à la demande de l'EFS dans le cadre d'une demande d'évolution (marché subséquent).

### **12.4.2. Utilisation des résultats par l'EFS**

#### **12.4.2.1. Etendue de la cession des droits**

A compter de la décision de réception, le Titulaire cède au pouvoir adjudicateur, à titre exclusif, les droits patrimoniaux de propriété intellectuelle afférents aux résultats, même partiels, des prestations réceptionnées.



Les droits sont cédés pour le monde entier. Le pouvoir adjudicateur dispose de l'ensemble de ces droits pour la durée légale des droits d'auteur et des droits voisins des droits d'auteur.

Les droits sont cédés pour une utilisation des résultats conforme au CCTP du présent accord-cadre.

Les droits patrimoniaux de propriété intellectuelle cédés au titre du présent marché sont entendus dans le sens le plus large et de façon non limitative.

Notamment, le pouvoir adjudicateur dispose des droits patrimoniaux de reproduction et de représentation afférents aux résultats, ainsi que des droits d'utilisation, de distribution, d'incorporation, d'adaptation, de correction, de traduction des résultats, en tout ou partie, en l'état ou modifiés.

Particulièrement :

- Le droit d'utilisation, entendu dans le sens le plus large, pour tout ou partie des résultats, quel que soit le mode ou le procédé d'exploitation utilisé.
- Le droit de reproduction comporte notamment le droit de reproduire ou faire reproduire les résultats, sans limitation du nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tout support y compris les supports de stockage.
- Le droit de représentation et de distribution comporte notamment le droit de communication à des tiers et de mise à disposition à des tiers des résultats, à titre gratuit, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes ou procédés, y compris non prévisibles ou inconnus à la date de signature de l'accord-cadre.
- Les droits de modification et d'adaptation comportent notamment, pour tout ou partie des résultats cédés, le droit de faire évoluer, arranger, corriger, incorporer à une œuvre composite ou collective, traduire en toutes langues.

Les droits sont cédés dans le respect des droits moraux de l'auteur.

Le pouvoir adjudicateur peut céder ou concéder ces produits à des tiers, qui peuvent librement en user, dans les mêmes conditions que le pouvoir adjudicateur tel que prévu dans le cadre du présent article.

Le pouvoir adjudicateur n'acquiert du fait du présent accord-cadre la propriété ni des outils utilisés pour l'exécution des prestations, ni de la méthode ou du savoir-faire du Titulaire.

#### **Garantie :**

Le Titulaire garantit au pouvoir adjudicateur la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits cédés. Notamment, il garantit qu'il est titulaire des droits de propriété intellectuelle des résultats cédés et qu'il n'a concédé sur les résultats aucun droit au profit d'un tiers.

En cas de revendication de tiers portant sur les droits de propriété intellectuelle cédés au pouvoir adjudicateur dans le cadre du présent accord-cadre, le Titulaire doit prendre immédiatement les mesures propres à le faire cesser.

### **12.5. Droit du Titulaire**

Le Titulaire s'engage à ne pas porter atteinte au droit de propriété que détient le pouvoir adjudicateur sur tous les documents, supports d'information, données et fichiers qu'il lui remet dans le cadre du présent accord-cadre.

Leur reproduction ou leur utilisation par le titulaire, à d'autres fins que l'exécution du présent marché, est interdite. Les seules reproductions autorisées sont celles nécessaires à l'exécution du présent marché. Le Titulaire s'engage à les détruire à l'issue de l'accord-cadre.

Le Titulaire ne peut, sans avoir obtenu au préalable l'autorisation expresse du RPA, faire un usage commercial des données collectées lors de la réalisation des prestations, les publier ou les communiquer à des tiers, à titre onéreux ou gratuit.

Cette disposition concerne en particulier les données des procédures de prélèvement et les données de mesure de la performance.

## 13. OBLIGATIONS DES PARTIES

### 13.1. Obligations du Titulaire

#### 13.1.1. Obligations de bonne exécution

##### **Le Titulaire s'engage à :**

- Livrer des équipements et DMU dans les délais et conditions prévus par les clauses techniques de l'accord-cadre et son offre technique ;
- Livrer des équipements, DMU et fournitures complémentaires conformes aux exigences de qualité, de conformité et de performance décrites par les clauses techniques de l'accord-cadre et les fiches produits ;
- Garantir que son produit et/ou sa prestation respecte l'ensemble des textes en vigueur et opposables et réaliser les mises à jour et évolutions nécessaires sans supplément de prix ;
- Assurer les prestations de maintenance nécessaires à la disponibilité et au bon fonctionnement des équipements ;
- Assurer le support technique nécessaire auprès des utilisateurs dans les conditions du CCTP ;
- Faire bénéficier l'EFS des mises à jour techniques susceptibles d'intervenir à des prix équivalents ou inférieurs ;
- Respecter l'obligation de confidentialité dans l'exercice de sa mission ;
- Se soumettre, ainsi que ses préposés, aux règles de sécurité et d'accès en vigueur dans les locaux des sites de l'EFS et du CTSA ;
- Donner au pouvoir adjudicateur une visibilité suffisante sur les moyens humains et matériels qu'il met en œuvre pour satisfaire ses obligations.

Toutes les prestations sont confiées exclusivement au titulaire. Si le titulaire fait appel à des tiers, notamment dans le cas de sous-traitance, il assure l'interface avec les éventuels autres prestataires intervenant dans la prestation. Il demeure responsable de l'exécution des prestations.

#### 13.1.2. Obligation de conseil

Le Titulaire est tenu à une obligation générale de conseil, d'information, de recommandations et d'alerte envers le pouvoir adjudicateur pendant toute la durée de l'accord-cadre. Il devra notamment :

- Conseiller le pouvoir adjudicateur, notamment en matière de méthodologie, pour assurer la bonne exécution de l'accord-cadre ;
- Anticiper les risques et qu'elle qu'en soit la nature, proposer des solutions préventives ;
- Vérifier la teneur de tous les documents, les informations, les renseignements qui lui sont communiqués et indiquer les incohérences et erreurs décelées ;
- Conseiller, avec une contrainte d'efficience, le pouvoir adjudicateur dans l'analyse, l'anticipation et l'évolution de ses besoins ;
- Garantir le caractère pérenne des solutions et produits issus des choix techniques qu'il préconise.

Le Titulaire demeure responsable des choix techniques qu'il préconise.

### 13.1.3. Garantie de bon fonctionnement

Pour chaque séparateur d'aphérèse, le Titulaire garantit le bon fonctionnement des services attendus, à compter de la décision d'admission.

Au titre de cette garantie, le Titulaire s'oblige à assurer les engagements de disponibilité et de qualité des services tels qu'énoncés dans le CCTP. Cette garantie comprend la main d'œuvre et les déplacements.

Le Titulaire garantit en outre la conformité de ses logiciels aux spécifications de l'accord-cadre et à l'environnement technique du pouvoir adjudicateur tel que décrit dans le cahier des charges.

La mise en œuvre de cette garantie constitue une obligation de résultats. Cette garantie astreint le Titulaire à corriger toutes les anomalies constatées lors de la mise en service.

Une anomalie désigne tout bogue, erreur, panne, dysfonctionnement, incident, blocage, défaut de conception ou de réalisation, incompatibilité, insuffisance et/ou dégradation des performances d'un développement, affectant tout ou partie du développement et empêchant une utilisation conforme à ses spécifications techniques et fonctionnelles.

Les délais impartis pour la remise en état et les nouvelles conditions de réception sont fixés en accord avec le Titulaire et, à défaut d'accord, par décision unilatérale du pouvoir adjudicateur.

La garantie couvre l'intégralité des frais générés par la remise en état.

Si la garantie de commandes n'est pas achevée à la date de fin de l'accord-cadre, elle se poursuit après cette date jusqu'à son expiration.

## 13.2. Obligations du pouvoir adjudicateur

**Le pouvoir adjudicateur s'engage à :**

- Collaborer avec le Titulaire et à lui fournir en temps utiles toutes les informations d'ordre technique, métier et organisationnel qui lui sont nécessaires ;
- Conférer au Titulaire un droit d'accès dans ses locaux, sous réserve du respect des conditions de contrôle et de sécurité en vigueur dans l'établissement ;
- Mettre à la disposition du Titulaire les interlocuteurs qualifiés dont celui-ci pourrait avoir besoin pour répondre à l'ensemble des questions portant sur tous les aspects de l'accord-cadre. Le pouvoir adjudicateur est garant de leur réactivité lors des échanges itératifs qui s'établissent avec le Titulaire, notamment durant les opérations de mise en service ;
- Vérifier et à valider les installations et les livrables dans les délais contractuels.

Le pouvoir adjudicateur est responsable de la conduite de l'accord-cadre et de la prise de toutes les décisions, tant techniques qu'administratives, susceptibles d'intervenir au cours de l'exécution de l'accord-cadre.

## 14. SUIVI D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC

### 14.1. Réunions de suivi

Les parties s'engagent à participer à l'ensemble des réunions qui seront programmées, par le biais des instances de suivi qu'elles mettent en place.

Le suivi opérationnel de la prestation et le suivi des engagements du Titulaire sont assurés selon les modalités définies dans le CCTP et dans l'offre technique du Titulaire.

Les décisions des instances de suivi ne peuvent en aucun cas se substituer aux décisions qui relèvent de la compétence du pouvoir adjudicateur. En particulier, ces instances sont incompétentes pour prononcer la réception des prestations.

Le Titulaire adresse au pouvoir adjudicateur un état récapitulatif mensuel de l'exécution de l'accord-cadre. Cet état mentionne, notamment :

- Le nombre et la désignation des équipements livrés ;
- Le chiffre d'affaires HT réalisé au cours de la période écoulée ;
- Le nombre et le type d'anomalies constatées.

## **14.2. Relations entre les parties**

Le Titulaire désigne dans son effectif un représentant unique chargé des relations avec le RPA. Il désigne également nommément les membres de son personnel responsables de l'exécution des prestations.

Le représentant du Titulaire est tenu informé de toute demande formulée par le RPA directement auprès des personnels précités.

L'EFS désigne un interlocuteur chargé des aspects métier et un interlocuteur chargé des aspects administratifs.

## **14.3. Confidentialité**

Les supports informatiques et documents fournis par l'EFS au Titulaire restent la propriété de l'EFS.

Tant pendant la durée du marché public qu'après son expiration, toutes les informations et/ou tous les documents de toute nature (commerciaux, industriels, techniques, financiers, etc.) et les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le Titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché public.

Au terme du présent marché public, le Titulaire s'engage, après s'être assuré des modalités relatives à la réversibilité, à détruire l'ensemble des documents/informations mis à disposition par l'EFS.

Une fois détruits, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

Conformément aux dispositions du RGPD et de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

### **14.3.1. Obligations du Titulaire**

Le Titulaire s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et/ou supports d'informations qui lui seraient confiés, à l'exception des copies nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché public, et à la condition que l'EFS ait donné son accord préalable ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché public ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché public ;

- prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités tout au long de la durée du présent marché public ;
- au terme du marché public, à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel auquel le Titulaire a accès dans le cadre du présent marché public ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à accéder aux données à caractère personnel en vertu du présent marché public :
  - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
  - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

L'EFS se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

#### 14.3.2. Dispositions en cas de non-respect des obligations

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du code pénal.

L'EFS pourra prononcer la résiliation immédiate du marché public, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

### 15. PENALITES

L'application de pénalités est notifiée au Titulaire par tout moyen permettant de donner une date certaine à la décision, sans mise en demeure préalable.

Les décomptes de pénalités sont notifiés de façon expresse au Titulaire et précisent leurs modalités de calcul.

Les pénalités sont acquittées par prélèvement sur les factures émises par le Titulaire ou par l'émission d'un titre exécutoire.

Le Titulaire reste intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de la pénalité. En outre, le paiement de ladite pénalité est sans préjudice du non-paiement, pour absence de service fait, des prestations non réalisées.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble de l'accord-cadre.

#### 15.1.1. Pénalités liées aux engagements de qualité de service

Les pénalités sont dues à raison du non-respect des engagements de qualité de service pris par le Titulaire dans son offre ou, à défaut, par rapport exigences de l'accord-cadre.

Les pénalités pour retard commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations fixé dans le bon de commande aura été dépassé.

Les manquements du Titulaire à ses obligations sont établis par constat direct chaque représentant du pouvoir adjudicateur, siège, ETS ou CTSA.

Pour l'application des pénalités, il est dérogé aux stipulations de l'article 14 du CCAG-FCS comme suit :

Manquement	Montant de la pénalité	Point de départ de la pénalité
<b>Non-respect des délais de GTR</b>	5% du forfait annuel HT de la maintenance full /jour calendaire de retard.	A partir du 1 <sup>er</sup> jour calendaire de retard constaté prévu dans le marché.
<b>Non-respect des délais de livraison (DMU / Equipement pièces détachées)</b>	$P = (V \times R) / 250$ dans laquelle : <ul style="list-style-type: none"> <li>- P = montant de la pénalité ;</li> <li>- V = montant HT du prix des Fournitures livrées en retard sur lequel est calculée la pénalité ;</li> <li>- R = nombre de jours calendaires de retard par rapport à la date de livraison inscrite dans le bon de commande.</li> </ul>	A partir du 1 <sup>er</sup> jour calendaire de retard constaté
<b>Retard de l'admission (mise en routine) de l'Equipement</b>	200 euros / jour ouvré de retard	A compter du 1 <sup>er</sup> jour ouvré de retard au-delà de la date limite maximale d'admission
<b>Retard de substitution de lots DMU défectueux</b>	1000 euros / jour calendaire de retard	A partir du 1 <sup>er</sup> jour calendaire de retard constaté

### 15.1.2. Pénalités pour mauvaise exécution

En cas de manquement grave ou répété du Titulaire dans l'exécution des prestations, l'EFS pourra lui appliquer les pénalités suivantes :

Manquement	Montant de la pénalité	Point de départ de la pénalité
<b>Retards de livraison cumulés (DMU Equipements, pièces détachées, fournitures complémentaires)</b>	200€ /manquement constaté décompté à partir du 2 <sup>ème</sup>	A partir du 2 <sup>ème</sup> manquement constaté sur une période de 3 mois à compter de la date de notification du marché public et par l'acheteur en charge du marché.
<b>Non-respect des quantités commandées indiquées dans les bons de commande</b>	200€ /manquement constaté décompté à partir du 2 <sup>ème</sup>	A partir du 2 <sup>ème</sup> manquement constaté sur une période de 3 mois à compter de la date de notification du marché par l'acheteur en charge du marché
<b>Non-respect de la date de préemption de la Fourniture livrée au regard de la date de la commande</b>	200€ /manquement constaté décompté à partir du 4 <sup>ème</sup>	A partir du 4 <sup>ème</sup> manquement constaté sur une période de 3 mois à compter de la date de notification du marché public par l'acheteur en charge du marché

En cas de défaillance de la veille réglementaire ayant causé un préjudice significatif à l'EFS, de quelque nature que ce soit, les parties conviennent de se réunir pour discuter des modalités de réparation.



Cette réparation sera actée par la voie d'un protocole transactionnel.

### **15.1.3. Pénalités associées à la protection des données**

Le titulaire encourt une pénalité en cas de violation :

- des mesures de sécurité prévues par le présent marché
- des obligations de confidentialité exposées en article 14.3 du présent document,
- toute disposition de l'annexe au CCTP relative à la protection des données personnelles.

Cette pénalité est due pour chaque manquement constaté.

En cas de manquement n'impliquant pas des données à caractère personnel, cette pénalité est égale à 0,5% du montant total HT des factures émises au titre de l'accord-cadre à la date du fait générateur.

En cas de manquement impliquant des données à caractère personnel, cette pénalité est égale à 2% du montant total HT des factures émises au titre de l'accord-cadre à la date du fait générateur.

Les pénalités sont appliquées après mise en demeure du Titulaire de se conformer aux mesures de sécurité et de protection des données exposées dans le présent accord cadre.

Les pénalités contractuelles sont appliquées sans préjudice des sanctions administratives ou pénales encourues par le titulaire.

### **15.1.4. Pénalité en cas de non-respect des obligations issues de l'instrument relatif aux marchés publics dans le secteur des dispositifs médicaux**

En cas de non-respect des obligations visées à l'article 9.1 du présent CCAP, le Titulaire est passible d'une sanction pécuniaire d'un montant égal à 10 % du montant du bon de commande émis ou du marché subséquent conclu.

La violation des obligations visées est constatée lors des opérations de vérifications préalables à la mise en paiement de la dernière demande de paiement intervenant dans le cadre de l'exécution du bon de commande ou du marché subséquent.

La violation des obligations visées aux articles précités ne donne pas lieu à l'application d'une double pénalité.

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer les pénalités prévues à la présente clause, il invite, par écrit, le Titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours francs à compter de la réception de cette demande par le Titulaire. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, les modalités de calcul qui ont été appliquées pour le calculer et les raisons pour lesquelles il est envisagé de les appliquer.

À défaut de réponse du Titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le Titulaire en application du précédent alinéa ne permettent pas de démontrer que les obligations incombant au Titulaire ont été respectées, l'acheteur peut décider d'appliquer le montant des pénalités telles qu'indiquées dans l'invitation adressée au Titulaire à présenter ses observations.

Lorsque le montant de la pénalité excède le montant réclamé par la dernière demande de paiement, ce dernier n'est pas réglé et un titre exécutoire correspondant au solde de la pénalité est adressé au Titulaire.

### **15.1.5. Pénalité pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d'interprétariat**

En cas de non-respect des obligations en matière d'interprétariat ou de défaut de preuve de la qualification de l'interprète, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité

correspondant aux frais consécutifs pour le pouvoir adjudicateur, assortie d'une pénalité forfaitaire de cent (100) euros par jour de carence constaté.

#### **15.1.6. Cumul des pénalités et des autres sanctions**

L'application des pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du pouvoir adjudicateur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du Titulaire dans les conditions prévues à l'article 54 du CCAG TIC.

### **16. MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC**

#### **16.1. Modifications relatives au Titulaire**

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur, les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre.

##### **16.1.1. Changement sans création d'une nouvelle personne morale**

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social, du compte à créditer, doit être notifié par lettre recommandée avec avis de réception au pouvoir adjudicateur.

Cette notification doit être appuyée, selon les cas, soit du nouveau R.I.B., soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la société, soit d'une copie de l'extrait du journal d'annonces légales.

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit en informer le RPA par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant ce changement.

##### **16.1.2. Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale**

Le marché public ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une cession, à titre onéreux ou gracieux.

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire, ...), il convient d'établir un avenant de transfert entre le pouvoir adjudicateur et le nouveau Titulaire.

Conformément à l'article R.2194-6 du code de la commande publique, le nouveau Titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par le pouvoir adjudicateur pour la participation à la procédure de passation de l'accord-cadre initial.

Dès lors, en application du règlement (UE) 2022/1031 « IMPI » et du règlement d'exécution (UE) 2025/1197, la substitution au Titulaire actuel d'un Titulaire dont la nationalité est celle de la République populaire de Chine sera refusée, tant que l'exclusion de ces opérateurs prévue par le règlement (UE) 2025/1197 demeurera en vigueur.

Dans ces cas, le Titulaire doit en informer le RPA dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent
- Une copie de l'annonce légale
- Les attestations fiscales



- Les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société cessionnaire
- Un relevé des nouvelles coordonnées bancaires de la société cessionnaire
- Un numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>
- Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au Titulaire du marché public.

## **16.2. Clause de réexamen**

### **16.2.1. Montant maximum**

Le présent accord-cadre est conclu sans minimum et avec un maximum.

Dans le cas où le montant consommé au titre de l'exécution du présent accord-cadre atteint 75 % du montant maximum défini ci-dessus, les parties conviennent de se rapprocher afin d'augmenter ledit montant maximum.

La mise en œuvre de la présente clause fait l'objet d'échanges entre le pouvoir adjudicateur et le Titulaire. Les modifications qui en résultent doivent être acceptées par les parties au présent accord-cadre et sont actées par voie d'avenant.

Il est en outre fait application de l'article 25 du CCAG/FCS.

### **16.2.2. Changement de la composition du groupement d'entreprises.**

Dans le cas où le Titulaire de l'accord-cadre est un groupement d'entreprises dont un membre doit se retirer, les parties conviennent de se rapprocher afin de le remplacer.

Cette clause ne peut pas concerner le mandataire du groupement. En outre, le remplaçant proposé par le mandataire devra remplir les conditions qui avaient été fixées par le pouvoir adjudicateur pour la participation à la procédure de passation de l'accord-cadre initial.

La mise en œuvre de la présente clause fait l'objet d'échanges entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire. Les modifications qui en résultent doivent être acceptées par les parties au présent accord-cadre et sont actées par voie d'avenant.

## **16.3. Suspension du marché en cas de circonstances imprévisibles**

Il sera fait application de l'article 24 du CCAG/FCS.

## **16.4. Evolutions technologiques**

Le Titulaire informe sans délai le pouvoir adjudicateur de toutes modifications ou évolutions technologiques qu'il entend apporter aux fournitures objets du présent accord-cadre.

Sur la base des informations transmises, le pouvoir adjudicateur décide de la conduite à tenir et la notifie au Titulaire au plus tôt un (1) mois après réception des informations. En fonction de la nature des modifications ou évolutions technologiques proposées, le pouvoir adjudicateur peut décider de la

mise en œuvre d'une analyse d'impact. A ce titre, le Titulaire s'engage à fournir l'aide technique et les fournitures nécessaires à titre gratuit. Le Titulaire ne peut mettre en œuvre les modifications avant réception de la notification de la décision du pouvoir adjudicateur.

Toute évolution technologique fait l'objet d'un certificat de non régression dans les conditions du CCTP.

A l'exception des cas de mise à disposition de nouvelles Fournitures, toute évolution technologique acceptée par le pouvoir adjudicateur, dans les conditions décrites au présent article, est sans incidence sur les engagements contractuels volumes ou sur les prix de l'accord-cadre.

En tout état de cause, toute évolution technologique ou l'introduction de nouvelles Fournitures dans le cadre du marché public donnent lieu à la conclusion d'un avenant.

Toute modification acceptée par le pouvoir adjudicateur donne lieu à une mise à jour de la documentation associée aux Fournitures modifiées.

## **17. DEFAILLANCE DU TITULAIRE**

En cas de non livraison de la Fourniture, de retard ou d'exécution partielle, pour quelque motif que ce soit, et faute d'accord entre les deux parties, l'EFS se réserve le droit de faire appel au prestataire de son choix pour suppléer à la défaillance du Titulaire, aux frais et risques du Titulaire, sans qu'une décision de résiliation aux frais et risques ne soit nécessairement prononcée à son encontre.

## **18. PRIX**

### **18.1. Contenu des prix**

Les prix initiaux de l'accord-cadre sont ceux figurant dans le bordereau de prix unitaires.

Ces prix sont réputés être établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre.

Le règlement de la TVA est effectué au taux en vigueur à la date du fait générateur.

Les prix sont unitaires, par équipement, DMU, fourniture complémentaire ou unité d'œuvre (pour les prestations associées).

Les prestations de maintenance font l'objet d'un forfait annuel « full/services ».

Les prix comprennent l'ensemble des coûts et frais relatifs à l'exécution des prestations telles que décrites au CCTP, notamment :

- les coûts d'acquisition et de livraison des équipements, DMU et fournitures complémentaires objets du bon de commande ;
- tous les frais d'accès, d'installation, de sécurisation et de paramétrage des équipements, incluant le coût de la formation initiale ;
- les frais de qualification opérationnelle et de performance et l'accompagnement du pouvoir adjudicateur pendant l'installation des équipements ;
- le coût de la mise en œuvre de la garantie ;
- le coût de la formation initiale telle que prévue par l'article 6.1 du CCTP ;
- tous les coûts liés à la maintenance « full/services », l'accès au support et à l'assistance technique dans les conditions du CCTP et de l'offre technique du Titulaire ;
- les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration des préposés du Titulaire et de tout intervenant nécessaire à l'exécution des prestations ;
- les frais liés au suivi des prestations et au reporting ;

- le prix de l'ensemble des prestations associées dont la mise en œuvre des engagements de qualité de service souscrits par le Titulaire ;
- l'accès aux évolutions technologiques matérielles et/ou logicielles des équipements, ainsi qu'à toutes les nouvelles versions ;
- les frais de conception, de correction éventuelle et de remise livrables décrits au CCTP ;
- le coût de la concession des droits d'utilisation des connaissances antérieures et le coût de cession de droits de propriété intellectuelle dans les conditions prévues à l'article ... du présent CCAP.

## 18.2. Forme et évolution des prix

A négocié

## 18.3. Marchés subséquents : Mise en œuvre d'une fonctionnalité supplémentaire

Dans le cadre du marché subséquent, le titulaire dépose une offre complémentaire pour répondre au besoin d'introduction d'une fonctionnalité supplémentaire.

### Contenu :

Les prix comprennent tous les frais afférents générés pour la bonne exécution des prestations des marchés subséquents, notamment :

- tous les coûts induits par la conception et la mise en œuvre de la fonctionnalité ;
- les frais de préparation, de tenue des réunions et de participation aux différents comités de pilotage ;
- le coût d'usage de la fonctionnalité supplémentaire ;
- la concession ou la cession des droits de propriété intellectuelle associées à l'usage de la fonctionnalité ;
- les obligations souscrites au titre de l'accord-cadre en ce compris la garantie de bon fonctionnement ;
- les frais liés au suivi des prestations et au reporting ;
- les prestations d'assistance technique, du support et suivi personnalisé, de la maintenance full service des matériels et des logiciels.

### Détermination des prix :

Le prix des prestations est basé sur le coût des profils figurant dans le bordereau des prix de l'accord-cadre. Ces prix constituent des prix plafond, servant de base pour le calcul du prix forfaitaire adapté aux prestations des marchés subséquents de mise en œuvre de fonctionnalité supplémentaire.

**Type de prix :** Les prix plafonds sont unitaires, par profils.

**Forme de prix :** A négocié

## 19. CONDITIONS DE PAIEMENT

### 19.1. Avance

Sauf refus express du Titulaire mentionné dans son acte d'engagement, une avance lui est versée dans les conditions définies aux articles R.2191-3 à R.2191-10 et aux articles R.2191-15 à R.2191-18 du code de la commande publique.

L'option A du CCGA/FCS est choisie. Par dérogation à l'article 11.1, le taux de l'avance est de 10%.

Le remboursement de l'avance s'opère par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire en exécution de l'accord-cadre.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées, atteint 80% du montant du bon de commande concerné.

## **19.2. Modalités de facturation et de règlement**

### **19.2.1. Facturation**

Les prestations réalisées au titre du bon de commande considéré peuvent être facturées dès lors qu'elles sont réceptionnées par le pouvoir adjudicateur.

La décision de réception par le pouvoir adjudicateur emporte constatation du service fait.

Outre les mentions légales, les factures comprennent notamment :

- l'identité de l'émetteur et du destinataire et leur numéro SIRET ;
- le numéro du marché public ;
- le numéro du bon de commande ;
- le numéro du bon de livraison ;
- la quantité et la désignation des Services exécutés ;
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés et/ou des services réalisés ;
- le montant global hors TVA des Services, le taux et le montant de la TVA en vigueur, le montant total TTC ;
- la date de facturation ;
- le cas échéant, le numéro de TVA intracommunautaire.

### **19.2.2. Dématérialisation des factures**

La facturation électronique est obligatoire.

Dans ce cadre, le pouvoir adjudicateur accepte le dépôt et la transmission des factures électroniques effectués sur le portail de facturation « CHORUS PRO », accessible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Le numéro d'engagement correspond au numéro de commande et au numéro d'accord-cadre.

La vérification de la facturation est effectuée avant le paiement. Elle a pour objet de s'assurer de la concordance entre les éléments de la facture et la bonne réalisation des prestations. Dans ce cadre, un suivi du traitement des factures sera transmis au fournisseur via CHORUS PRO, l'informant notamment des statuts suivants :

- facture rejetée, en cas de refus par l'EFS de la facture émise ;
- facture suspendue, en cas de demande de précisions complémentaires nécessaires pour permettre la mise en paiement. Ce statut est réputé donner date certaine à la décision de suspension du délai de paiement par le pouvoir adjudicateur.

### **19.2.3. Délai de paiement**

Le délai maximal de paiement des sommes dues au titulaire est de 60 jours pour l'EFS et de 50 jours pour le CTSA.

Le point de départ du délai de paiement est fixé pour les prestations par la plus tardive des deux dates suivantes :

- la réception par le pouvoir adjudicateur de la facture du titulaire ; la date de réception de factures est constatée par l'EFS ;
- la décision d'admission des prestations.

En cas de versement d'une avance, le délai de paiement de celle-ci court à compter de la date de notification du bon de commande.

En cas de rejet ou de réserves émises par l'EFS à l'issue des opérations de vérification, les prestations donnent lieu à un avoir.

Les paiements se font par virement sur le compte ouvert au nom du Titulaire, figurant dans l'acte d'engagement.

#### 19.2.4. Suspension du délai global de paiement

En cas de présentation d'une facture non conforme, ce délai peut être suspendu une fois.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire via un encodage CHORUS ou par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Elle précise les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par l'Etablissement, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, un nouveau délai commence à courir dans les conditions prévues à l'article R.2192-29 du Code de la commande publique.

De manière concomitante à l'envoi de la dernière demande de paiement intervenant dans le cadre de l'exécution du marché subséquent ou du bon de commande, le titulaire adresse, par tout moyen adéquat :

- Les récapitulatifs prévus à l'article 9.1 ;
- Les preuves adéquates permettant de vérifier la véracité des informations qui figurent dans ces récapitulatifs

Le défaut de transmission de ces éléments ou la demande par l'acheteur de compléments ou d'explications sur ces éléments, signalé ou adressé au titulaire dans le délai de paiement applicable, suspend ce délai, sans préjudice, des dispositions de l'article R. 2192-27 du code de la commande publique.

Toutefois, le Titulaire n'est pas tenu de fournir ces éléments dans les cas suivants :

- Lorsque l'acheteur les lui a demandés, en cours d'exécution, à condition que les récapitulatifs et les preuves transmis à cette occasion demeurent valables et complets ;
- Lorsque le Titulaire lui a transmis ces éléments de sa propre initiative, à condition, que les récapitulatifs et preuves transmis à cette occasion demeurent valables et complets ;
- En cas d'accord-cadre, lorsque l'exécution du marché subséquent ou du bon de commande concerné n'est pas soumise aux obligations de l'article 9.1 du présent CCAP.

L'acheteur procède sur la base de ces récapitulatifs et de ces preuves, aux vérifications du respect des obligations prévues par l'article 9.1 et applique, le cas échéant, les pénalités prévues au contrat.

#### 19.2.5. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai susmentionné donne droit au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant forfaitaire de quarante (40) euros et fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Ils courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente avant le

premier jour calendaire du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

Le Titulaire ne pourra, en aucun cas, se prévaloir d'un retard de paiement, pour suspendre ou interrompre l'exécution des prestations qui lui incombent en application du présent marché public.

#### **19.2.6. Nantissement et cession de créance**

Le nantissement et la cession de créance s'effectuent conformément aux articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique.

Par dérogation aux articles 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG TIC, seuls seront notifiés au Titulaire la copie de l'acte d'engagement et de l'annexe financière.

L'EFS délivre uniquement l'exemplaire unique / le certificat de cessibilité en vue de la cession de créance sur demande écrite du Titulaire.

### **20. RESPONSABILITE - ASSURANCES**

Le Titulaire a la responsabilité de la bonne exécution des prestations décrites au marché public. Cette responsabilité est étendue aux conséquences dommageables, corporelles, matérielles et immatérielles à l'égard des tiers et cocontractants des pouvoirs adjudicateurs du fait des prestations fournies par le Titulaire.

Le Titulaire et les sous-traitants désignés dans le marché public devront justifier au moment de la notification du marché public, puis en cours d'exécution, au moyen d'une attestation portant mention du nom de la compagnie, de l'étendue de la garantie, de la date d'expiration des garanties prévues au contrat, d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'ils encourent vis-à-vis des tiers et de l'EFS en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché public.

L'attestation devra être remise dans le délai de 15 jours après demande de l'EFS au Titulaire.

### **21. OBLIGATION DE DECLARATION RELATIVE A L'ORIGINE DES PRODUITS**

Le Titulaire communique dans un délai d'un mois à compter de la date de réception de la notification du marché, sous format électronique, dans un standard ouvert librement réutilisable et exploitable par un système de traitement automatisé, et dans le respect du secret des affaires et des droits de propriété intellectuelle détenus par des tiers, les données relatives à la part des produits issus de l'union européenne, dont la part de produits français, avec laquelle le marché sera exécuté.

Pour fournir cette information, le Titulaire s'appuie notamment sur :

1. la définition du code des douanes de l'UE relative à la détermination de l'origine du produit
2. l'existence de labels publics ou privés donnant des indications sur l'origine géographique du produit (Ex: IGP, AOP, Origine France garantie, Produit en Bretagne, France terre textile etc.)
3. la base de sa connaissance du lieu où le produit a tiré une part significative de sa valeur ou a subi sa dernière transformation
4. le marquage lorsqu'il existe

### **22. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE (ARTICLE L.2195-1 ET SUIVANTS DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)**

La résiliation unilatérale ne remet pas en cause la cession, au profit du pouvoir adjudicateur, des droits de propriété des livrables fournis par le Titulaire.



Le pouvoir adjudicateur peut exiger la remise de toutes les prestations en cours d'exécution et la restitution, sans délai, de toutes les pièces fournies par le pouvoir adjudicateur durant son exécution et dont le Titulaire est le dépositaire.

La décision de résiliation est notifiée par lettre recommandée avec avis de réception. Elle emporte résiliation de l'accord-cadre à la date fixée par le pouvoir adjudicateur.

### **22.1. Résiliation pour motif d'intérêt général**

Le RPA peut mettre fin à tout moment à l'exécution du marché public, pour tout motif d'intérêt général, par décision unilatérale notifiée par écrit au Titulaire dans les conditions de l'article 42 du CCAG/FCS.

### **22.2. Résiliation aux torts du Titulaire**

Sans préjudice des dispositions ci-dessus, l'EFS peut procéder à la résiliation du marché public en application de l'article 41 du CCAG/FCS, pour mauvaise exécution du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité :

- Faute du Titulaire ou son incapacité manifeste et durable à satisfaire à l'exécution de ses obligations, constatée par l'EFS ;
- Tout manquement aux obligations de confidentialité et de protection des données mentionnées ci-dessus ;
- Non-conformité récurrente des produits aux normes et textes opposables ;
- Inexactitude ou non production à l'EFS, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, des pièces prévues à l'article D 8222-5 du code du travail (si le Titulaire est établi ou domicilié en France) ou aux articles D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code (si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger) et des pièces de l'article D. 8254-4 du code du travail et ce, sans préjudice de poursuites ultérieures éventuelles.
- S'il n'a pas corrigé les irrégularités aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariées de l'entreprise dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure du Pouvoir Adjudicateur.

La résiliation est prononcée après notification d'une mise en demeure restée infructueuse.

La résiliation prendra effet à la date fixée dans la décision de résiliation.

### **22.3. Résiliation pour événements liés au marché**

Conformément à l'article 40 du CCGA/FCS, l'EFS peut résilier le marché dans les deux cas suivants :

- Lorsque le Titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché
- Lorsque le Titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure

### **22.4. Exécution aux frais et risques**

L'EFS se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues au marché aux frais et risques du Titulaire dans les cas et selon les modalités prévues à l'article 45 du CCAG/FCS.

## **23. LITIGES**

Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable, et faute de l'obtenir de s'en remettre aux juridictions administratives compétentes. Elles élisent pour ce faire domicile en leurs sièges sociaux respectifs.

## **24. OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DE SA SITUATION FISCALE ET SOCIALE**

Le Titulaire remet tous les six mois jusqu'à la fin du présent marché public les pièces mentionnées aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

Il s'agit, lorsque le Titulaire est établi en France, en vertu de l'article D 8222-5 susmentionné :

- d'une attestation de vigilance délivrée en ligne sur le site de l'URSSAF ;
- d'une attestation fiscale justifiant de la régularité de sa situation fiscale (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés) ;
- d'un numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>.

En cas de Titulaire établi dans un autre Etat, il s'agit des documents réclamés aux articles D 8222-7 et D 8222-8 du Code du travail. Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire domicilié en France sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'EFS, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>